



La Suisse, plaque tournante des Frères musulmans, un mouvement islamiste radical

Alors que des islamistes commettent des meurtres brutaux en Allemagne ou en France, les Frères musulmans mènent en Suisse une avancée silencieuse au sein des institutions. L'objectif est de transformer notre société occidentale. La Suisse sert ainsi de plaque tournante en Europe à cette organisation islamiste radicale, interdite dans de nombreux pays arabes. Les autorités suisses laissent les Frères musulmans agir à leur guise, car elles sous-estiment gravement le danger qu'ils représentent.

Par Thomas Zweifel 

Le dernier attentat terroriste en date à Berlin montre à quel point l'islamisme peut frapper à tout moment. Cela vaut également pour la Suisse. Après qu'un islamiste a poignardé trois passants à Winterthur fin mai en criant « Allahu akbar ! » (Allah est plus grand !), le portail d'information « 20 Minuten » a interrogé Ahmed Ajil, expert en terrorisme à l'université de Lucerne, au sujet de l'auteur de ces faits. L'agresseur turco-suisse n'était en effet pas un cas isolé : dès 2020, quatre terroristes présumés liés à Al-Qaïda et à l'État islamique avaient été arrêtés à Fribourg, et 70 procès contre 600 à 700 personnes soupçonnées de terrorisme étaient en cours devant les tribunaux suisses.

Ahmed Ajil, qui a également travaillé comme analyste criminel à l'Office fédéral de la police (Fedpol), se distancie certes de la violence de l'État islamique (EI). Mais après le massacre du 7 octobre, il s'est prononcé contre une interdiction du Hamas en Suisse. « Si nous interdisons le Hamas », a-t-il déclaré, « nous interdisons de facto la résistance armée contre ce que subit la population civile palestinienne depuis des décennies. » Interrogé à ce sujet, M. Ajil a confirmé cette déclaration.

L'infiltration à long terme de l'Occident comme objectif...

Selon les dernières enquêtes menées par les services secrets européens, le Hamas ne se contente pas de mener une « résistance » ou des actes terroristes en Israël, mais planifie également depuis des années des attentats en Europe. En février 2023, soit huit mois avant le 7 octobre, la cellule allemande du Hamas a reçu du Liban pour mission d'acheminer des armes en Allemagne et d'y préparer un attentat terroriste de grande envergure, à l'image du massacre perpétré en Israël. Selon les enquêteurs, elle aurait effectué des repérages à cet effet à la base



La Suisse, plaque tournante des Frères musulmans, un mouvement islamiste radical

militaire américaine de Ramstein, à l'ambassade d'Israël à Berlin et au Tempelhofer Feld, un parc de la capitale.

Le Hamas a été fondé en 1987 en tant que branche palestinienne des Frères musulmans. En Europe – et surtout en Suisse –, les Frères musulmans misent en revanche sur la doctrine du « Tamkeen » – « ancrage institutionnel » ou « implantation » – par le biais d'un programme intergénérationnel. Dès 2001, lors d'une perquisition au domicile de Youssef Nada, alors directeur de la banque Al-Taqwa à Lugano, le document intitulé « Le Projet » a été saisi. Ce document esquissait un plan sur 100 ans que les experts considèrent comme une tentative de transformer la civilisation occidentale de l'intérieur par le « sabotage » de ses institutions.

L'« islamisme légaliste » opère strictement dans le cadre des lois occidentales afin d'en saper les fondements. Un autre document clé, le « *Mémoire explicatif* » de 1991, décrit cette action comme un « grand djihad visant à détruire la civilisation occidentale », mené par les « infidèles » eux-mêmes.

Les experts en sécurité considèrent donc les Frères musulmans comme un loup déguisé en agneau : derrière la façade d'un « islam modéré » se cache un « réseau de réseaux » extrêmement efficace, qui retourne systématiquement contre l'Occident ses propres libertés démocratiques, voire des concepts progressistes tels que « diversité, justice et inclusivité ». L'objectif n'est pas un renversement rapide, mais une infiltration « civilisationnelle-djihadiste » à long terme de tous les domaines de la société.

... et le scénario fonctionne bien

On ne dispose pas de chiffres pour la Suisse, mais en Allemagne, cette stratégie porte déjà ses fruits. Selon l'étude Motra, financée par le gouvernement fédéral et publiée en mars dernier, 45,1 % de tous les musulmans de moins de 40 ans en Allemagne sont des islamistes déclarés ou latents – soit deux fois plus qu'il y a cinq ans. 23,8 % de l'ensemble des musulmans en Allemagne considèrent qu'« un État islamique théocratique est la meilleure forme de gouvernement ». 25,1 % ont déclaré : « Les règles du Coran sont plus importantes pour moi que les lois allemandes. » Même si de telles opinions sont difficiles à mesurer et doivent donc être considérées avec prudence, la tendance est claire.



La Suisse, plaque tournante des Frères musulmans, un mouvement islamiste radical

Les Frères musulmans jouent le rôle de « moteur » de la radicalisation, posent les fondements intellectuels et idéologiques de groupes terroristes tels que l'État islamique et fournissent les discours fondateurs en vue de l'objectif ultime, à savoir l'instauration d'un État théocratique mondial régi par la charia.

Cette prétention au pouvoir absolu est profondément ancrée dans l'histoire des Frères musulmans. Hassan al-Banna a fondé l'organisation en Égypte en 1928. Il considérait « l'islam comme un mode de vie » ; la religion devait régir tous les aspects de la vie. Après son assassinat en pleine rue en 1949 – une affaire qui n'a jamais été élucidée, mais qui a été imputée au roi d'Égypte de l'époque, Farouk –, il est devenu un martyr, et la confrérie s'est étendue à plus de 70 pays.

La radicalisation intellectuelle s'est opérée dans les années 1940 sous l'impulsion de l'idéologue en chef Sayyid Qutb, qui a établi un lien entre l'islam et le terrorisme en légitimant le djihad offensif en tant que forme de guerre physique. Qutb était convaincu que seul l'islam pouvait éliminer tous les maux de la société. Ses ouvrages sont aujourd'hui présentés – sans esprit critique – dans des institutions suisses telles que le Musée de l'islam à La Chaux-de-Fonds.

Cette idéologie a ensuite été consolidée par Yusuf al-Qaradawi, dont l'émission « La charia et la vie », diffusée sur Al Jazeera, attirait jusqu'à 60 millions de téléspectateurs. Il a défini des règles claires : l'homme est le chef de famille et a le droit de frapper sa femme en cas de « rébellion ». L'homosexualité serait une « perversion » pouvant être punie de mort afin de « préserver la pureté » de la société. Al-Qaradawi n'a laissé planer aucun doute quant à son objectif : « convertir l'Europe à l'islam ». Il a salué Adolf Hitler comme un « châtiment divin » pour les Juifs.

La Suisse et l'Angleterre, principaux pôles européens

Depuis l'arrivée de Saïd Ramadan en 1961, la Suisse sert de refuge principal aux Frères musulmans. Le secrétaire personnel et gendre du fondateur Hassan al-Banna avait alors réussi à présenter l'islam politique comme un rempart contre le communisme, tandis que les services de renseignement le qualifiaient de « personnage fasciste » et considéraient son centre comme « conspirateur ».



La Suisse, plaque tournante des Frères musulmans, un mouvement islamiste radical

Selon des experts en sécurité, la Suisse est aujourd'hui – après l'Angleterre – la deuxième plaque tournante la plus importante pour les Frères musulmans en Europe. Les organisations qui y sont implantées sont dominées, sur le plan personnel, par certains clans : les Ramadan à Genève, les Kermous à Neuchâtel et dans le canton de Vaud, ainsi que les Nada et les Himmat au Tessin et à Zurich.

La dynastie Ramadan à Genève se veut la gardienne de l'héritage du fondateur Hassan al-Banna et dirige le Centre islamique de Genève. Tariq Ramadan, petit-fils d'al-Banna, a diffusé, en tant qu'auteur de renom, la pensée des Frères musulmans en Europe. Mais en 2024, le Tribunal cantonal de Genève a reconnu M. Ramadan coupable de viol et d'agression sexuelle sur une femme. Le Tribunal fédéral a confirmé ce jugement il y a un an. (En mars dernier, un tribunal correctionnel de Paris avait également condamné M. Ramadan à 18 ans de prison assortis d'une interdiction à vie de séjour sur le territoire français pour le viol de trois femmes). Or, douze mois après le jugement du Tribunal fédéral à Lausanne, cet islamiste suisse est toujours en liberté. Une plaignante a déclaré avoir l'impression que ce « prédateur » était « excessivement protégé » en Suisse.

Le clan Kermous, autour de Mohamed et Nadia Kermous à Neuchâtel et dans le canton de Vaud, a fondé plus d'une douzaine d'associations destinées à servir le militantisme et le lobbying pro-qatari – notamment la *Ligue des musulmans de Suisse*, qui, selon les enquêteurs, est proche des Frères musulmans.

Youssef Nada et Ali Ghaleb Himmat ont ouvert des antennes à Lugano et à Zurich qui, selon des informations provenant de milieux de la sécurité, serviraient de plaques tournantes financières aux Frères musulmans. Le fils de Himmat, Youssef, dirige aujourd'hui l'organisation paneuropéenne de jeunesse « Forum of European Muslim Youth and Student Organizations ».

Les membres d'un clan occupent souvent des fonctions au sein du comité directeur d'une organisation appartenant à une autre famille. Ainsi, Hani Ramadan, le frère de Tariq Ramadan, siège par exemple au conseil de fondation de Wakef-Suisse, dirigée par Mohamed Kermous, qui est lui-même l'époux de la directrice du Musée de l'islam, siège au sein d'organisations de la famille Himmat au Tessin et est qualifié par les services secrets français de « trésorier » au sein du réseau des Frères musulmans. Il en résulte un enchevêtrement opaque d'organisations.



L'infiltration en Suisse est depuis longtemps une réalité

Des cas récents d'« entrisme », c'est-à-dire d'infiltration clandestine au sein d'organisations occidentales, montrent à quel point ces réseaux ont déjà pénétré les institutions suisses. Nida-Errahmen Ajmi, également connue sous son pseudonyme Nidonite, a été nommée en 2024 première aumônière musulmane de l'armée suisse. Ce qui a été salué comme une victoire de l'intégration est considéré par les détracteurs comme un exemple de l'influence croissante des organisations islamistes, y compris au sein de l'État. En effet, selon les experts, le père d'Ajmi, l'avocat genevois Ridha Ajmi, est une figure centrale des Frères musulmans tunisiens et a autrefois explicitement fait passer la loyauté envers la communauté religieuse (*Oumma*) avant l'ordre juridique de l'État, lorsqu'il a défendu un terroriste djihadiste présumé.

Youssef Ibram, imam d'une mosquée de Volketswil, a déjà prôné la lapidation des femmes adultères. Cette mosquée fait partie de l'Association des organisations islamiques de Zurich (VIOZ), qui se prononce en faveur de la démocratie, de l'État de droit et de l'égalité des droits. La VIOZ rejette vigoureusement tout lien avec les Frères musulmans. Elle a néanmoins fait la promotion d'événements avec l'islamologue Amir Zaidan, qui, selon un jugement du tribunal administratif de Wiesbaden, a déclaré : « Je ne suis pas officiellement membre, mais je défends la doctrine des Frères musulmans. » En tant que membre d'un conseil religieux, M. Zaidan a participé à une décision de justice qui fixait la distance maximale à laquelle une femme est autorisée à s'éloigner de son domicile : pas plus de 81 kilomètres – soit la distance parcourue en une journée par un chameau moyen.

Le fondateur du fabricant de parfums Gisada, Arben Ademi, n'était pas seulement le principal sponsor du FC Bâle, mais il aurait également, selon un rapport de la Police judiciaire fédérale, soutenu la campagne radicale de distribution du Coran « Lies ! » à l'aide de « sommes d'argent importantes ». M. Ademi a certes nié toute idéologie extrémiste ; toutefois, les enquêtes de la Police judiciaire fédérale ont révélé que l'association allemande « Die wahre Religion », à l'origine de « Lies ! », soutenait des prédicateurs radicaux et facilitait le recrutement pour l'État islamique. En Allemagne, l'association a été interdite ; en Suisse, « Lies ! » est resté actif.

Khaldoun Dia-Eddine enseigne à la Haute école des sciences appliquées de Zurich (ZHAW), siège au conseil consultatif du Centre d'études islamiques de l'université



de Fribourg et est vice-président de la Fédération des organisations islamiques de Suisse. Il a toutefois également siégé au comité directeur d'organisations dont les dirigeants, tels qu'Ali Ghaleb Himmat, ont été condamnés, et a dirigé la filiale genevoise de l'organisation caritative islamique koweïtienne IICO. Selon divers services de renseignement, celle-ci entretiendrait des liens avec le Hamas. Parallèlement, Eddine intervient régulièrement auprès des autorités fédérales et dispense des formations aux policiers sur l'interdiction du voile.

Des milliards provenant du Qatar pour des projets éducatifs et des activités de lobbying en Occident

La stratégie dite de « l'entrisme » bénéficie d'un soutien massif de la part du Qatar. Les « Qatar Papers » ont révélé que l'émirat investissait des millions dans des projets suisses, tels que le Musée de l'islam et la Fondation Wakef. À l'échelle mondiale, le Qatar investit même des milliards dans des projets liés à l'éducation et au lobbying en Occident. Les détracteurs y voient une tentative de créer un environnement favorable aux courants islamistes. Les moyens sont pratiquement illimités et l'horizon temporel s'inscrit dans le long terme : la Confrérie ne raisonne pas en trimestres, mais en siècles.

Afin de protéger ses projets contre toute opposition, les Frères musulmans adaptent leur tactique au discours occidental. Toute critique est systématiquement qualifiée d'« islamophobie » – comme par exemple dans le « Rapport annuel sur l'islamophobie en Europe », financé par des subventions de l'UE et du ministère turc des Affaires étrangères. Ce terme est une arme rhétorique visant à étouffer dans l'œuf toute critique de fond à l'égard de l'islam radical et de ses précurseurs, et à faire croire aux responsables politiques européens que l'intégration des musulmans est une réussite. En réalité, il ne s'agit toutefois que d'une retenue tactique habile de la part des islamistes.

Il faut des contrôles plutôt qu'une politique naïve de « laissez-faire »

Les observateurs occidentaux ont tendance à considérer à tort l'islam politique



La Suisse, plaque tournante des Frères musulmans, un mouvement islamiste radical

comme un phénomène purement religieux. Or, il s'agit d'un système politique global. Les experts en sécurité comparent la stratégie des Frères musulmans à une infestation de termites : ils rongent le bois porteur de l'intérieur, tandis que les habitants croient que le bâtiment est encore intact – jusqu'à ce qu'il s'effondre sous son propre poids.

Des pays tels que l'Égypte, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Kenya et les Émirats arabes unis en ont pris conscience et ont depuis longtemps interdit les Frères musulmans en tant qu'organisation terroriste. Ce n'est pas le cas en Suisse, et il n'existe pas non plus d'interdiction générale des « Frères musulmans » dans les autres pays européens.

C'est une attitude imprudente et naïve. Il est impératif d'exiger de la Confrérie des Frères musulmans une transparence totale sur son financement, d'interdire systématiquement ses organisations de couverture et de procéder à un contrôle rigoureux, lors des recrutements dans des domaines sensibles tels que l'armée et le Fedpol, afin de détecter d'éventuels liens entre les candidats et la Confrérie des Frères musulmans. Il ne s'agit pas là de discrimination, mais de la légitime défense nécessaire de notre démocratie occidentale. Car un État de droit qui ferme les yeux sur les réseaux agissant en coulisses perd, en fin de compte, la capacité de protéger ses citoyens.

Une version plus détaillée de ce texte a été publiée dans le «Schweizer Monat» : « [Le siège invisible : comment les Frères musulmans s'étendent en Suisse](#) » – [Schweizer Monat](#)

Thomas Zweifel est consultant en stratégie et auteur

Autre article sur le sujet : [Pourquoi les Frères musulmans constituent une menace pour Israël et l'Europe – FokusIsrael](#)